Marie Claire Nnana, directrice générale de la SOPECAM (Société de Presse et d'Editions du Cameroun) et par ailleurs DP du quotidien gouvernemental Cameroon Tribune, a commis un éditorial eu vitriol contre la BAS qu'elle trouve comme une excroissance du MRC.

Lire son éditorial

[Editorial: I'heure des choix]

Par Marie-Claire NNANA

Il y a 48 heures, le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) appelait ses sympathisants à manifester contre les institutions étatiques à Yaoundé. Preuve qu'il ne cherche plus à nier l'évidence: son lien organique, charnel avec ce qu'il est convenu d'appeler la Brigade Anti-Sardinards (BAS), groupuscule ultraviolent composé d'immigrés camerounais en Europe. Il est désormais acquis que ce parti communique pour l'encourager dans ses dérives, et appelle à manifester dans la capitale avec la prétention de prolonger une manifestation qui a tourné court à Genève.

Devant ces évolutions, on est en droit de se demander si l'on n'a pas fait le jeu de ces extrémistes en leur accordant une trop large place dans les médias. Oui, ce débat reste d'actualité: faut-il relayer les incivilités et les outrances d'un regroupement de nature sectaire, clanique, qui jette l'opprobre et l'anathème sur le symbole le plus emblématique de la nation, le président de la République, excite les pulsions et les instincts humains les plus vils, ne craint pas de faire l'apologie de la violence et du tribalisme en appelant au meurtre ? Et qui met en scène toute honte bue, dans les grandes villes européennes, des manifestations publiques dantesques, ponctuées de vandalisme d'ambassades et de symboles nationaux ?

En effet, cette question est loin d'être anodine, encore moins farfelue. Elle s'est posée aux décideurs et aux médias du monde, par exemple, dès les premiers coups d'éclat tragiques de AL QAEDA aux Etats-Unis d'Amérique. L'on découvrait alors que les terroristes étaient torturés par leur égo et étaient affublés d'une autre tare: l'exhibitionnisme. Plus leurs carnages étaient médiatisés, plus vite ils répétaient les suivants, en s'appliquant à monter d'un cran dans l'horreur. Par analogie, on en déduit que les apologistes de la violence comme moyen d'expression politique sont sensibles aux échos médiatiques et au reflet de leur perversité dans la société. Les protestations et les condamnations de la société civile et politique, si dures

qu'elles soient, les excitent plus qu'elles ne les effraient. La montée en puissance des obscénités sur les lieux de ces mises en scène en est la preuve palpable. L'exhibition des femmes nues, qui reste un sacrilège dans toutes les traditions africaines, s'y déploie sans pudeur aucune.

Devant de tels excès, et cette innommable folie, qui s'apparentent davantage à des orgies ésotériques qu'à des manifestations politiques, on s'interroge: le désir de faire du buzz et de saturer l'actualité n'est-il pas devenu la seule manière d'exister pour ce couple infernal ? Car aux yeux de la majorité des Camerounais, y compris ceux qui avaient pensé trouver ici une alternative possible au RDPC au pouvoir, leurs excentricités n'inspirent plus que du dégoût. Car le culte de la force et le déni de la réalité qui caractérisent ce binôme en rebutent plus d'un. Instaurer un climat de guerre civile permanente et créer des divisions supplémentaires dans une société déjà blessée, drôle de projet politique!

Tous les agitateurs de Genève et d'ailleurs l'ont compris : leur mission, puisqu'il apparaît qu'ils en ont bien une, celle de décrocher le pouvoir suprême par les manifestations violentes, en s'appuyant sur la «communauté internationale», est une mission impossible. Pas tant qu'il existe au Cameroun des citoyens lucides, épris de paix, éduqués, doués de libre-arbitre. Ceux-là aiment le Cameroun, et ne braderaient pas son image et son avenir pour un mirage. Ils savent aussi que le vrai leader, c'est celui qui a le courage d'affronter les peurs, les conservatismes, les corporatismes de ses compatriotes. Et non celui qui les y maintient par calcul.

On peut encore faire le triste constat que ces diversions des politiciens cherchant la courte échelle vers le pouvoir consument, hélas, et à tort, beaucoup trop d'énergie et de temps aux Camerounais. Elles sont à même de détourner le pays des importants défis qu'il doit relever, en lien avec sa marche vers le développement, mais aussi avec la dégradation de l'environnement sécuritaire, économique, sanitaire. Ces défis sont multiformes, mais citons les plus pressants d'entre eux : la relance économique post-Covid; la décentralisation, espoir du pays profond, et dont l'histoire est loin d'être écrite; la Stratégie nationale de développement (SND) et l'achèvement des grands projets infrastructurels; la Coupe d'Afrique des nations de football; la lutte contre le terrorisme dans les zones concernées; l'ajustement de la riposte anti-Covid, malmenée par l'arrivée de nouveaux variants et le refus de la vaccination. Sans oublier la restauration de la paix et de la cohésion sociale, et son pendant, la reconstruction des zones ravagées par les conflits.

Cet agenda est titanesque, mais le Cameroun est un pays dont l'histoire est jonchée de défis, des différends frontaliers avec un puissant voisin, jusqu'à la grave crise économique du milieu des années 80 suivie de la dévaluation du franc CFA – et de grosses secousses sociales – en passant par les années 90, dites années de braise, qui ont vu le pays trembler sur ses bases, et les vautours se réjouir... trop tôt. Car il s'est relevé, plus fort que jamais, en pariant sur le dialogue et la réconciliation en famille. Et si le pays s'est toujours relevé de ses crises, il y a bien une raison. Cette raison, c'est son chef, Paul Biya, un grand homme d'Etat, leader visionnaire, qui a consacré sa vie entière à construire et à moderniser le Cameroun, malgré les vents contraires et des situations récurrentes d'extrême fragilité, inhérentes au parcours historique ou fomentées et entretenues, mais qu'il a su dépasser, transcender, pour aller de l'avant.

C'est encore ce qu'il s'apprête à faire, pour sortir le pays et la sous-région d'une forte zone de turbulences politiques, sécuritaires, sociales et économiques. En observant bien ces derniers temps le ballet de ses ministres, envoyés spéciaux auprès de ses pairs de la CEMAC, on peut imaginer que les prochains jours seront très studieux pour Paul Biya. En sa qualité de président en exercice de la CEMAC, il s'apprête selon toute évidence à proposer à ses homologues un plan de riposte coordonné, cohérent, compatible avec les intérêts de tous. Les divergences ne manquent pas, certes, mais puisque ces pays ploient sous les mêmes maux, à savoir baisse des cours du pétrole, Covid-19, Boko Haram et bandes armées, et restent sous programme avec le FMI, le leader du Cameroun proposera manifestement une vision commune pour sortir du marasme.

En ce qui concerne le Cameroun, on peut dire que le débat est déjà ouvert ! Faut-il s'endetter encore plus, au risque de creuser les déficits, afin de booster les secteurs-refuges ? Faut-il jouer la rigueur, mettre le tour de vis et rétablir les équilibres, en flirtant avec le spectre de la récession ? Et quid du sort de la monnaie commune, le franc CFA, question que les chefs d'Etat avaient mise à la réflexion en 2016 au Sommet de Yaoundé ?

Une chose est certaine: les populations durement touchées par les effets conjugués de toutes ces crises apprécieront qu'une place de choix soit accordée à l'emploi, au pouvoir d'achat, aux avancées de la décentralisation, avec des transferts effectifs de compétences et de budget. Sans oublier les services sociaux de base, en particulier, un meilleur accès aux soins de santé, à l'éducation, à l'eau et à l'électricité.

Comme on le voit, les défis de l'heure sont de taille, et interpellent tous les fils du Cameroun, ceux de la diaspora compris. Ils doivent faire le bon choix: sortir de leur apathie pour les uns, de leur égarement pour les autres, et participer à l'œuvre de construction du Cameroun. C'est là, nous semble-t-il, l'un des défis majeurs de la prochaine décennie. Parce que le président ouvre les bras à tous les enfants du Cameroun. Et parce que nous avons tant à faire, nous avons le devoir de condamner la violence, le repli tribal, la fracturation de la nation. Et l'obligation de travailler ensemble, comme des frères.